

LES SALAIRES DES AGENTS CHARGÉS DE LA FOUILLE DES BAGAGES

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, étant donné que les commissionnaires chargés de délivrer les billets de stationnement sur les terrains de stationnement des aéroports de Dorval et de Mirabel touchent plus de \$6 l'heure, et que les agents de sécurité n'en touchent que \$4, le ministre accordera-t-il la priorité aux agents chargés de la fouille des passagers, des valises et des bagages à main plutôt qu'à leurs collègues chargés de délivrer les billets de stationnement?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit dans une réponse précédente, le solliciteur général et moi-même préparons un programme global et à long terme en vue d'améliorer de la sécurité dans tous les aéroports. Pour l'immédiat, nous avons mis en oeuvre certaines mesures. Nous améliorons sans cesse le système.

Je tiens à assurer au député que je convoquerai la semaine prochaine les représentants des compagnies aériennes ainsi que les représentants de la Burns Security Services et d'autres agences afin de voir ensemble quelles mesures nous pourrions prendre pour régler ce problème fort grave.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ÉTATS-UNIS—L'INFORMATION SELON LAQUELLE UNE ACTION MILITAIRE CONTRE LA LIBYE SERAIT ENVISAGÉE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Une information récente, obtenue il y a deux heures à peine, nous permet de croire que les États-Unis pourraient entreprendre une action militaire contre la Libye. Bien que le terrorisme nous inquiète tous profondément, le gouvernement fera-t-il part à l'administration américaine de la crainte que lui inspirent les dangers inhérents à toute escalade militaire dans la Méditerranée à l'heure actuelle?

● (1500)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois que le gouvernement américain est parfaitement conscient des dangers réels que comporte toute escalade dans cette région ou ailleurs dans le monde. Le gouvernement américain et celui d'autres pays s'inquiètent de plus en plus de la conduite irresponsable et criminelle des agents de certains pays qui semblent soutenir le terrorisme, activité répréhensible et complètement inacceptable pour le Canada et pour tout autre pays civilisé.

Pétitions

RECOURS AU RÈGLEMENT

LA DÉCLARATION D'UNE MINISTRE

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, il semble que la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) ait été interrompue par inadvertance par le Président, pendant la période des questions, alors qu'elle me répondait que le premier ministre provincial Devine ne nous avait jamais demandé un prix plancher pour le pétrole. Je voulais être sûr que cette réponse ne se perde pas et qu'elle figure dans le hansard.

M. le Président: A l'ordre.

RÉTRACTION DE PROPOS NON RÉGLEMENTAIRES

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, quand le député de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan) a posé une question à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney), pendant la période des questions, j'ai laissé échapper que ce que disait le député était un mensonge. Je tiens à assurer à la Chambre que j'ai beaucoup trop de respect pour ce député pour l'accuser de mentir. Je rétracte donc mes paroles.

Des voix: Bravo!

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, aux termes de l'article 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les réponses du gouvernement aux pétitions n^{os} 331-12 et 331-13.

* * *

POUVOIR D'EMPRUNT

PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ LÉGISLATIF

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le rapport du comité législatif sur le projet de loi C-99, portant pouvoir d'emprunt, dans les deux langues officielles.

* * *

PÉTITIONS

LES PROGRAMMES D'AIDE AUX VICTIMES DE LA SÉCHERESSE

M. Albert Cooper (Peace River): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de déposer, au nom de gens de la région de Dixonville, dans ma circonscription, une pétition concernant l'application aux agriculteurs de la région de la Paix des programmes d'aide aux victimes de la sécheresse.